



HAL
open science

Espaces et villes des agricultures entrepreneuriales sud-américaines

Eve Anne Buhler, Oliveira Valter Lúcio, Martine Guibert

► **To cite this version:**

Eve Anne Buhler, Oliveira Valter Lúcio, Martine Guibert. Espaces et villes des agricultures entrepreneuriales sud-américaines. François Purseigle Geneviève Nguyen et Pierre Blanc. Le nouveau capitalisme agricole. De la ferme à la firme., Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), pp.183-213, 2017, 9782724621358. hal-02081952

HAL Id: hal-02081952

<https://univ-tlse2.hal.science/hal-02081952>

Submitted on 29 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHAPITRE 6. ESPACES ET VILLES DES AGRICULTURES ENTREPRENEURIALES SUD-AMÉRICAINES

Nouvelles dimensions de la relation rural-urbain

Ève Anne Bühler, Valter Lucio de Oliveira, Martine Guibert

in François Purseigle et al., Le nouveau capitalisme agricole

Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) | « Académique »

2017 | pages 183 à 213

ISBN 9782724621358

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/le-nouveau-capitalisme-agricole--9782724621358-page-183.htm>

Pour citer cet article :

Ève Anne Bühler *et al.*, « Chapitre 6. Espaces et villes des agricultures entrepreneuriales sud-américaines. Nouvelles dimensions de la relation rural-urbain », *in* François Purseigle *et al.*, *Le nouveau capitalisme agricole*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Académique », 2017 (), p. 183-213.

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.).

© Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Espaces et villes des agricultures entrepreneuriales sud-américaines

Nouvelles dimensions de la relation rural-urbain

Ève Anne Bühler, Valter Lúcio de Oliveira,
Martine Guibert

En Amérique du Sud, durant les années 1990, l'essor de modes de production plus intensifs et la progression spatiale des grandes cultures et de l'élevage bovin dans différentes régions symbolisent une facette des transformations à l'œuvre dans les espaces ruraux. Les modalités entrepreneuriales d'organisation et de réalisation des tâches agricoles, de plus en plus prégnantes depuis les années 2000, déclenchent ces processus tout en imprimant une particularité : les entreprises agricoles, par leur taille et leur emprise spatiale (contrôle de grandes quantités de foncier, notamment ; aménagement d'infrastructures), développent des conditions singulières de mobilisation des ressources productives, articulent des activités souvent situées en plusieurs lieux et diversifient les relations entre elles et avec les acteurs du secteur et hors secteur (dans la finance par exemple). Elles sont donc à l'origine de profondes mutations socio-spatiales qui modifient les caractéristiques historiques et économiques des espaces ruraux et urbains où elles accroissent leur poids et leur rôle.

En contrepoint, ces modalités d'organisation, sachant que les entreprises agricoles sont intégrées dans des réseaux d'innovation et dans des chaînes de valeur globalisées, dessinent des relations rural-urbain particulières, qui amènent à interroger la catégorie du rural dans ses liens à l'agricole et à l'urbain. Ces deux glissements, au niveau des acteurs de la production agricole et de leurs multiples espaces d'évolution, envisagés à différentes échelles, sont au cœur de ce chapitre.

L'observation des formes diverses d'agriculture entrepreneuriale présentes en Amérique du Sud (Bühler *et al.*, 2016) est le fruit de programmes de recherche menés par des chercheurs sud-américains et français pendant les années 2010¹. L'objectif était, premièrement, de cerner les modes d'organisation sociale, spatiale et économique d'exploitations agricoles qui, par rapport à une exploitation moyenne, présentent une utilisation particulièrement intensive des ressources agro-écologiques (foncier, eau, climat), humaines (main-d'œuvre, gérance), matérielles (infrastructures, matériel agricole) et immatérielles (connaissances, informations, etc.) ; et deuxièmement, de saisir les leviers économiques, financiers et politiques des choix de localisation et d'identifier les implications socio-spatiales de leur présence en termes de développement local et de relations rural-urbain. Les travaux réguliers d'observation de terrain et les matériaux des dizaines d'entretiens semi-structurés, réalisés entre 2011 et 2016 auprès de producteurs, de prestataires de services, d'institutions publiques, etc. ont été recoupés avec des informations professionnelles et journalistiques et mis en perspective avec des publications de nature plus théorique (relations ville-campagne, appropriation foncière, innovations, etc.) afin de mieux comprendre les nouvelles dimensions rural-urbain que façonnent les agricultures entrepreneuriales.

Dans un premier temps, nous analyserons les caractéristiques qui singularisent les agricultures d'entreprise, que ce soit dans leur façon de faire ou dans leur rapport aux espaces ruraux, et nous mettrons en évidence la dimension spatiale de leurs systèmes d'activités dans les contextes sud-américains observés. Nous mettrons ensuite l'accent sur le rôle majeur joué par les villes, en montrant que les activités liées à l'agriculture intensive et spécialisée modèlent ces firmes agricoles selon leurs propres besoins et que des modes de vie urbains assez inédits se font jour. En dernier

1. ANR Agrifirme 2011-2013, « Caractérisation des formes d'organisations sociales et économiques associées à l'agriculture de firme » ; Expertise INTA-CRER 2012 « *Cambios productivos y organizacionales en el sector agropecuario e implicancias territoriales, la experiencia de la provincia de Entre Ríos-Argentina* » ; ECOS-Argentine 2012-2014 « Transformations des systèmes d'innovation agricole et essor des opérateurs privés de recherche et développement » ; CAPES-COFECUB 2014-2017 « *Território usado e acumulação por espoliação : expropriação de terras e produção agrícola moderna no Brasil* » ; ECOS-Uruguay 2015-2017 « Comprendre le fonctionnement et les effets de dispositifs participatifs innovants à l'interface entre élevage et environnement. Le cas des Forums de Développement Rural en Uruguay ».

ressort, nous constaterons que le rural peut être interrogé dans sa nature même, les espaces de l'*agrobusiness* étant plus agricole-urbains que ruraux.

Organisation de la production et dimension spatiale des agricultures d'entreprise en Amérique du Sud

À partir des années 1990, dans un contexte macro-économique de libéralisation des marchés et d'un plus grand accès aux intrants, les différentes formes d'agriculture entrepreneuriale rencontrées en Amérique du Sud connaissent une rupture dans leur évolution dès lors que des modes de culture plus intensifs et plus systématisés imprègnent leurs stratégies productives (Buainain *et al.*, 2014 ; Gras et Hernández, 2013 ; Errea *et al.*, 2011). Les spéculations les plus fortes sur les marchés internationaux (soja, maïs, canne à sucre, élevage bovin), liées à l'essor de la demande alimentaire en céréales et en viande et à l'usage des agro-combustibles, sont le fait des producteurs et des acteurs agro-industriels de grands pays agro-exportateurs comme l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, et de leurs voisins comme la Bolivie et le Paraguay.

La spécialisation en grandes cultures consacre les régions agricoles traditionnelles telles que la Pampa argentine, les Campos uruguayens, le Sud brésilien, l'Est paraguayen et l'Orient bolivien. Elles sont gagnées par l'intensification et la professionnalisation, avec une augmentation de l'échelle de production : les petites et moyennes exploitations, quand elles le peuvent, achètent des terres (Brésil, Paraguay, Bolivie) ou en louent (système dominant en Argentine et fréquent maintenant en Uruguay), les grandes font de même et se disputent les meilleures parcelles ou exploitations. Par exemple, lors d'entretiens menés en 2016 en Uruguay, des producteurs signalaient que seulement dix ans auparavant dans leur pays, si l'on exploitait 200 hectares cela signifiait que l'on était un gros agriculteur alors qu'aujourd'hui, le curseur se situe plutôt à 1 000 hectares. À ces évolutions dans les zones traditionnelles s'ajoutent les transformations dans les espaces récemment mis en culture. Des terres sont prises à la forêt (Yungas en Bolivie et en Argentine, biomes des Cerrados et de l'Amazonie au Brésil) ou ne sont plus dédiées à des cultures vivrières ou locales (coton dans le Chaco argentin et dans l'est du Paraguay, tournesol et blé dans l'ouest de l'Uruguay et dans le sud-ouest de la Pampa argentine, élevage ovin en Uruguay). Ces régions voient s'installer des

acteurs qui aménagent rapidement de grandes aires cultivées ou des pâturages (Ferreira et Vázquez, 2015 ; Colque, 2014 ; Bernardes *et al.*, 2006).

Exhibant de vastes parcelles homogènes, les paysages des plaines et plateaux sud-américains se sont uniformisés, avec une place spéciale pour le soja : durant les années 2010, ce dernier occupe environ 50 % des terres cultivées en Argentine (soit quelque 19 millions d'hectares), autant au Brésil (30 millions d'hectares), 60 % au Paraguay (environ 3 millions d'hectares) et même 90 % en Uruguay (1,2 million d'hectares). Il est présent presque systématiquement dans les rotations des assolements (ce qui préserve certaines cultures locales) et dans les deux cultures successives pratiquées parfois sur la même parcelle (dite *cosecha de segunda* dans les pays hispanophones et *zafinha* au Brésil). Évoquer le soja n'est pas anodin : son emprise spectaculaire sur les agricultures sud-américaines (Vennet *et al.*, 2015, Bernardes et Aracri, 2010), accompagnée d'autres cultures phares comme la canne à sucre au Brésil et les plantations d'eucalyptus en Uruguay – et de l'élevage bovin dans l'ensemble de ces pays – signale l'orientation du sous-continent vers des productions dont les prix sont soutenus par des débouchés à l'export traditionnels (achats réguliers de l'Europe, du Moyen-Orient, des pays voisins, etc.) ou croissants (Chine, autres pays dits émergents, etc.). Seul le Brésil peut absorber une part non négligeable des volumes obtenus pour ses filières viandes blanches (soja et maïs) ou éthanol (canne), tout en pesant lourdement sur le marché agricole mondial.

Globalement, l'intensification et la spécialisation productive sont le fait de producteurs petits et moyens qui s'inscrivent dans le système de l'*agrobusiness*, selon le vocable couramment employé en Amérique du Sud pour désigner la domination sur l'étape productive de l'aval de la chaîne globale de valeur, autrement dit du segment industriel et commercial (souvent à des fins exportatrices) et la dépendance vis-à-vis des fournisseurs d'intrants et de technologies à l'amont. Il s'agit surtout de producteurs de type entrepreneurial et d'acteurs extérieurs au secteur qui s'intéressent à l'agriculture et participent à son entrée dans la globalisation financière des années 2000. Si la coexistence avec les petits producteurs et les communautés indigènes est source de tensions vives et a souvent des conséquences dramatiques pour ces derniers – expulsions, spoliations de terres, violence (voir la base

de données de Dataluta² ; Fernandes, 2008) –, elle peut aussi déboucher sur des situations de coprésence moins conflictuelles, la modernisation entraînant certains petits exploitants dans son sillage par hybridation, association ou incitation sélective de la part des pouvoirs publics.

Diversité et hétérogénéité des acteurs et des segments de l'*agro-business* régissent donc les bouleversements en cours dans les espaces agricoles latino-américains. L'éventail est largement ouvert : agriculteur familial capitalisé entreprenant avec une importante propriété foncière en cours de modernisation, exploitation acquise par un investisseur et travaillée à façon, producteur tentant la transformation agro-industrielle, acteur du secteur se lançant dans la production agricole (ingénieur agronome, coopérative, prestataire de travaux agricoles, etc.), exploitation achetée et revendue rapidement après sa transformation en une unité de production plus rentable, etc.

Nonobstant, un point commun les rassemble : stimulées par le soutien des pouvoirs publics (voir, par exemple, Leite, 2015, pour le Brésil), toutes tendent vers un profil chaque fois plus entrepreneurial, avec une gestion financière et fiscale affinée, une stratégie d'utilisation intensive des actifs productifs, une professionnalisation du personnel et des responsables, la recherche d'une certaine échelle de production en vue d'objectifs productifs (volumes et productivité) couplés aux attendus financiers des actionnaires (sociétaires familiaux, investisseurs, etc.). Quant aux innovations et à la technologie, elles sont centrales à tous les niveaux de la chaîne globale de valeur, des semences adaptées aux machines agricoles et aux installations d'élevage, désormais pourvoyeuses de données sur les parcelles et les animaux, en passant par la traçabilité et le contrôle de la qualité et des volumes durant les étapes aval du stockage, du transport et de la transformation industrielle le cas échéant. Autrement dit, les acteurs agricoles entreprenants affichent des modes organisationnels de leurs activités et des formes relationnelles avec les autres acteurs de la chaîne de valeur où l'intégration horizontale (réseaux de partenaires) peut prévaloir sur des relations verticales classiques de l'intégration dans la filière (Bisang *et al.*, 2010 ; Clasadonte *et al.*, 2013 ; Requier-Desjardins *et al.*, 2014 ; Guibert *et al.*, 2015).

2. www.lagea.ig.ufu.br/rededataluta.html

En filigrane de ces évolutions, la dimension spatiale revêt un aspect stratégique et permet de différencier les agricultures d'entreprise en Amérique du Sud les unes des autres. Non seulement leur taille et leur rapport au foncier (acquisition ou non, itinéraires techniques plus ou moins intensifs) sont d'importants indicateurs du positionnement économique, mais l'espace est aussi une variable avec laquelle il devient possible de composer, voire de jouer, certaines entreprises s'appuyant sur diverses possibilités de localisation pour construire leur modèle économique : mono-localisation, pluri-localisations à l'échelle régionale, nationale ou internationale. Dans les exploitations agricoles de type entrepreneurial, la localisation est moins fréquemment induite par les héritages et les trajectoires sociales des exploitants que dans les exploitations familiales. Du fait de ces jeux d'échelle et de localisation, l'organisation fonctionnelle des entreprises est modifiée et, avec elle, la division spatiale du travail. Les entreprises mobilisent des lieux complémentaires, des sites multiples de production (plusieurs exploitations) aux bureaux de gestion et de représentation qu'elles possèdent dans la métropole en passant par les bourgs et petites villes, que D. Elias (2011) appelle *as cidades do agronegócio* (les villes de l'*agrobusiness*) et qui agglomèrent une offre industrielle, commerciale et de services polarisée sur les activités agricoles.

Ces dynamiques agricoles font écho à des processus qui ont été analysés par la géographie économique, depuis les effets de la régionalisation des productions associés à la globalisation jusqu'à la division spatiale du travail et aux phénomènes de concentration-dispersion des activités. Par rapport aux autres secteurs d'activité, l'agriculture perd une part de ce qui la rendait spécifique aux yeux d'une partie des sciences humaines et sociales, à savoir l'ancrage local, la relative correspondance entre unité sociale et unité de lieu et la dépendance envers le milieu et les rythmes « naturels » (Mann et Dickinson, 1987 ; Abramovay, 1992). Dès lors que ces éléments peuvent être l'objet de choix et sont mieux maîtrisés, une partie de ces spécificités tombe : les dé-re-localisations concernent aussi le secteur agricole. Des conclusions hâtives ne peuvent cependant être tirées car la grande agriculture orientée vers les *commodities* demeure, malgré les innovations adoptées, dépendante de lieux de production propices : les options de localisation sont contraintes eu égard aux ressources situées (qualité des terres, eaux, climat) et c'est aussi pour s'extraire des risques liés aux aléas naturels que

les entreprises se multi-localisent. Leurs choix sont aussi tributaires de conditions tangibles comme les voies de communication et les situations fiscales et politiques. La lecture des potentialités renvoie ainsi à « l'efficacité productive » (Ardinat, 2013) de l'espace repéré.

L'autre facette de la dimension spatiale est celle qui consiste non plus à observer comment les entreprises mobilisent et utilisent différents lieux et ressources situées, mais à analyser les manifestations et conséquences de ces comportements à l'échelle locale. Le regard porte ici sur les transformations en cours dans des espaces continus, investis et vécus au quotidien par des acteurs multiples. La location ou certaines formes de métayage sont des alternatives volontiers utilisées en Amérique du Sud, de grandes entreprises travaillant la terre de petits et moyens propriétaires qui délèguent la valorisation de leur bien. Ces concentrations d'ordre foncier et productif, la pression accrue sur les ressources, en lien avec les objectifs économiques et financiers visés, et la division socio-spatiale de l'activité sont des aspects parfois difficiles à saisir en l'absence de données statistiques qui ne captent pas des configurations complexes et mouvantes et compte tenu du caractère partiel des informations détenues par les acteurs présents à l'échelle locale. Pourtant, l'ouverture du capital de certaines entreprises à des investisseurs non familiaux, ou extérieurs au secteur, transfère le contrôle d'une partie des ressources productives. Ce phénomène, désigné par Borrás *et al.* (2012) comme *control grabbing*, pose question quant à sa délimitation statistique et sa caractérisation socio-économique et par rapport à ses impacts locaux. Des enjeux théoriques et méthodologiques sont à relever grâce à des approches horizontales des entreprises agricoles (formes d'organisation, reconstitution de leurs trajectoires, rapports publics d'activité, etc.).

In fine, la dimension spatiale des agricultures entrepreneuriales est un aspect important de leur évolution et de leur analyse ainsi que de leur positionnement. En retour, elles marquent les espaces, leurs paysages, leurs sociétés, et elles établissent de nouvelles connexions entre des lieux distincts. En effet, qu'il s'agisse de fronts récemment colonisés à des fins agricoles ou d'espaces ruraux consolidés dans lesquels les exploitations gagnent en taille, tous traversent d'importantes mutations. Les changements plus immédiatement observables se trouvent dans les paysages et dans les modes d'exploitation, mais d'autres aspects sont bouleversés comme les

modes de vie et les relations de travail, les modalités d'embauche, de mobilité et de résidence des travailleurs qualifiés. Les flux et les connexions des espaces ruraux productifs avec d'autres lieux, à diverses échelles, s'intensifient et, à cet égard, une fois encore, l'agriculture ne diffère guère d'autres activités engagées dans le processus de globalisation puisqu'elle aussi participe d'un changement d'échelle (*rescaling*) des acteurs et des institutions. Étudié par les sciences politiques et la géographie (entre autres Scarlato *et al.*, 1993 ; Dollfus, 1997 ; Swyngedouw, 2004), il amène à redéfinir les périmètres et les domaines de l'action, du local au global, dans le rural et dans l'urbain, sous l'effet de l'extension des flux et des réseaux, et du (re)déploiement spatial des systèmes productifs. Ces constatations invitent à reconsidérer les analyses sur les espaces agricoles et ruraux et à regarder sous un nouveau jour des catégories établies comme le rural et l'urbain. Elles interrogent aussi les liens entre développement agricole et développement local, revus à travers le prisme du rôle des villes petites et moyennes dans l'agriculture et du moindre ancrage des acteurs entrepreneuriaux dans les espaces qu'ils investissent. Précisons que des thèmes comme les conflits liés à la confiscation des terres des petits producteurs (détournement des lois, absence de justice, familles menacées, meurtres) ou les tensions relatives à la donne environnementale (déboisement, perte de biodiversité, qualité des sols et de l'eau) ne sont pas occultés ; ils sont indirectement abordés à travers les discours de légitimation des acteurs entrepreneuriaux (souci pour l'approvisionnement alimentaire de l'humanité, confiance dans la science pour solutionner les crises, discours des pouvoirs publics), et les travaux universitaires qui les analysent alertent à juste titre sur les drames qui se nouent.

Des agricultures d'entreprise moins ancrées dans des espaces ruraux plus fluides

Avec la production agricole menée par des acteurs de type entrepreneurial on assiste à un dilatement des liens au local, au profit de relations avec des partenaires plus lointains, diversifiés, férus d'innovations technologiques et connectés à la réalité globalisée des marchés, aussi bien agricoles que financiers. Tandis que les importants volumes produits se traduisent par des flux physiques conséquents, une grande mobilité caractérise l'ensemble des acteurs qui se déplacent régulièrement entre espaces agricoles et centres urbains de services.

Délégation, segmentation et moindre ancrage territorial

Un ensemble d'innovations organisationnelles contribuent à distancier, socialement et spatialement, les pratiques productives du système de prise de décision dans l'entreprise. En premier lieu, la montée en échelle, autrement dit la taille croissante des exploitations, contribue à augmenter la charge de travail et les exigences formelles sur les modèles de gestion et de rentabilité. On assiste à une segmentation des différentes étapes de l'activité et à une embauche de salariés spécialisés, agricoles ou administratifs. Mais une part croissante d'entreprises choisissent aussi de confier à des tiers une partie de ces tâches par la délégation de tout ou partie des activités de production, certaines en faisant même un nouveau modèle économique (Bisang *et al.*, 2015 ; Requier-Desjardins *et al.*, 2014). La sous-traitance offre une source complémentaire de revenus à ces producteurs agricoles équipés en matériel agricole de dernière génération qu'ils peuvent ainsi amortir. C'est particulièrement le cas en Argentine où les entreprises de travaux agricoles constituent une catégorie d'acteurs essentielle au modèle intensif (IFPRI, 2017). Parallèlement, la location de terres à des acteurs désireux d'atteindre une certaine échelle de production est caractéristique du système agricole argentin. Selon l'enquête du CEAG de 2012, réalisée auprès de 770 producteurs des provinces de Buenos Aires, Córdoba et Santa Fe au cœur de la zone sojicole pampéenne, au moins 80 % des producteurs louent une partie des terres travaillées ; plus la superficie cultivée est importante, plus la proportion de terres louées est élevée par rapport au total ; plus le producteur loue des terres, plus la rotation des assolements dépend des prix des grains sur le marché (CEAG, 2012, p. 39-43). Ces deux modalités (sous-traitance et location du foncier) ont été implantées en Uruguay par des entreprises argentines arrivées pour la plupart au cours des années 2000 et réparties quelques années plus tard. Mais elles ont été adoptées par des producteurs uruguayens. Au Brésil, la propriété des terres et des machines est, en proportion, plus fréquente, essentiellement pour des raisons spéculatives (achat-vente des terres) et juridiques (sous-traitance très encadrée et limitée). Dans tous les cas, la segmentation du travail disperse les responsabilités et les engagements, dissociant les acteurs de la production des acteurs de la prise de décision stratégique et, parfois, de ceux possédant les actifs. Le caractère patrimonial de la terre s'estompe, en particulier dans les entreprises

hors cadre familial, ou lorsqu'elle est prise en location, pour laisser place à des dimensions plus spéculatives ou n'être envisagée que comme une ressource purement productive.

La technicité et le caractère spécialisé de chaque tâche supposent l'embauche de cadres pour les fonctions de contrôle et de gestion (comptables, juristes, techniciens), d'agronomes et de travailleurs qualifiés pour l'utilisation du matériel agricole. En contrepartie, avec la mécanisation, la main-d'œuvre non formée et mal rémunérée a considérablement diminué sur les postes fixes, même si elle peut rester importante pour le travail saisonnier. D'autres acteurs viennent s'ajouter : actionnaires et investisseurs s'impliquent dans la gestion des entreprises avec leurs propres rationalités (retour court-termiste sur investissement, fréquence des opérations d'achat-vente, foncier perçu comme un actif marchand). Ils s'arrogent un poids croissant dans l'activité agricole, aux côtés des lignes de crédits bonifiés proposés par les banques et soutenus par l'État. Ils participent à sa financiarisation, la rentabilité du capital devenant primordiale sur les objectifs productifs. Le contrôle des fonctions de commandement, l'appui sur les TIC pour formaliser et transmettre l'information constituent des outils idéaux à l'heure de rendre des comptes aux associés ou aux financeurs. Ainsi, pour un fonds d'investissement, le suivi en temps réel des informations facilite la communication avec les porteurs de capital.

Dissociant le patrimoine foncier, le travail et le capital, ces schémas actionnariaux, sociétaires ou associatifs, ou les contrats de fiducie, permettent de diviser les risques et de faciliter, le cas échéant, la dissolution du collectif ou la transmission du bien au sein de la famille. Les entreprises deviennent ainsi plus « liquides », elles acquièrent une plus grande flexibilité de gestion, formellement en tout cas.

Les TIC jouent un rôle primordial dans ces innovations organisationnelles, dans la mesure où elles facilitent les transmissions d'informations entre plusieurs lieux, permettant à une même entreprise d'être présente sur des sites multiples, connectés et articulés entre eux, coordonnés par une même équipe de direction. Il devient alors possible, pour une entreprise de taille modeste, de distribuer des unités de production (exploitations) dans un espace élargi au gré des opportunités foncières ou des risques climatiques. Les plus grandes organisent leur activité à l'échelle internationale, avec notamment des entreprises brésiliennes qui se sont installées au

Paraguay ou des entreprises argentines qui sont allées en Uruguay (Guibert *et al.*, 2011), telles que celles qui ont été présentées dans le chapitre précédent.

Les agricultures entrepreneuriales sont ainsi moins dépendantes des lieux de production, beaucoup d'entre elles pouvant choisir leurs localisations dans un ensemble de lieux estimés propices et pouvant aussi, au besoin, se délocaliser ou se défaire d'une partie de leurs actifs. Elles ont par ailleurs la capacité de s'inscrire dans de vastes espaces, régionaux, nationaux ou internationaux, qui les extraient de l'environnement local. Ces pratiques et ces logiques entrepreneuriales ainsi que leur diffusion dans des exploitations plus classiques sont exercées dans des périmètres multiscales agrégant, autour de centres urbains, des lieux disséminés dans un espace bien souvent d'échelle régionale, ce qui provoque de fréquents déplacements et l'insertion dans des relations socioprofessionnelles densifiées.

Circulations accrues et réseaux socio-économiques diversifiés

La spécialité professionnelle de chacun des acteurs impliqués dans l'acte agricole repose et engendre une division sociale du travail qui suscite, à l'échelle locale, des mobilités quotidiennes rural-urbain et urbain-rural et, à l'échelle régionale et nationale, des mouvements migratoires entre les grandes aires agricoles au sein de chaque pays (par exemple entre les provinces en Argentine, les États au Brésil et les départements en Uruguay). Ces flux de personnel peuvent être internationaux dans le cas des cadres mutés à la tête d'unités productives délocalisées ou d'exploitations incorporées dans le portefeuille d'actifs d'une société d'investisseurs. Les salariés qualifiés sont souvent d'origine urbaine, ou sont des ruraux ayant suivi une formation universitaire en agronomie ou en gestion des entreprises. Dans le Centre-Ouest brésilien, eldorado de l'*agro-business* national, et dans le Cerrado nordestin, ils proviennent des États des régions Sud et Sudeste, tout comme bon nombre des exploitants moyens et grands au profil plus classique (Rocha, 2010 ; Haesbaert, 1997). Les travailleurs non qualifiés sont des migrants d'origine rurale issus de la région même et du Nord-Est (Heredia *et al.*, 2010). En Argentine, des producteurs ou des entreprises de travaux agricoles de la province de Córdoba ou de Santa Fe ont coutume de prendre la route du Nord pour travailler des terres qu'ils louent dans les provinces de Santiago del Estero ou de Formosa.

Or, ces mobilités fréquentes induisent une moindre implication des individus dans l'espace local, en particulier pour ceux qui, exploitants, cadres ou travailleurs agricoles, ne sont présents que de manière éphémère sur les lieux de production. Pour les autres, plus durablement installés, ils constituent peu à peu une société de l'*agrobusiness* (Heredia *et al.*, 2010) dans laquelle le secteur, via les acteurs dominants, pèse non seulement sur les rythmes sociaux, les festivités (foires agricoles) ou les valeurs, mais également sur la vie politique (Bezerra, 2012). Pourtant, malgré cette prégnance du secteur, l'identification des producteurs et la façon de les désigner posent problème. Alors que la production à proprement parler est le fait de salariés et que les réels donneurs d'ordres sont difficiles à cerner (investisseurs, cadres agricoles, exploitants associés), l'idée d'une agriculture sans agriculteurs, difficilement attribuable à un acteur connu, enraciné et se reconnaissant comme tel, fait son chemin. La figure classique de l'agriculteur perd de sa pertinence. Les identités professionnelles sont reconfigurées tant les façons d'être, de faire et de penser l'activité agricole sont chamboulées. Les exploitants ou chefs d'entreprise sont plus rares à s'autodésigner agriculteurs, préférant le terme de producteur, associé à une culture dominante, ou bien celui d'entrepreneur. Toutefois, des agriculteurs familiaux capitalisés ayant transformé et étendu leur activité au point d'être à la tête d'entreprises importantes (nombre de salariés, gestion poussée, taille atteinte) hésitent entre les deux terminologies – producteur familial et entreprise –, semblant regretter le passage d'un statut à l'autre³. De plus, le terme de secteur agricole semble désormais insuffisant pour désigner des modes d'organisation qui reposent sur des logiques de réseaux de production et de réseaux d'innovation (Bisang, 2017). C'est davantage un système d'activités auquel participe le producteur et qui engage l'ensemble des partenaires dans un projet commun et coconstruit, et qui dépasse les relations commerciales classiques (prix du marché), les entreprises agricoles chargées de la production primaire évoluant pour certaines aux confins des secteurs industriels et des services.

Comme dans beaucoup d'autres espaces ruraux, flux et circulations font intervenir une plus grande diversité d'acteurs que par le passé et connectent plus intensément le local à des échelles plus

3. Entretien avec deux entrepreneurs dans l'Ouest uruguayen, mai 2016.

vastes, modifiant les trajectoires territoriales (Marsden *et al.*, 1993). En l'espèce, les réseaux des entreprises agricoles incluent des acteurs plus périphériques par rapport à la production et aux espaces ruraux, mais leur poids est essentiel car ils sont insérés dans les secteurs financier, industriel, commercial, etc. Ils sont les vecteurs de diffusion des standards et des normes de la globalisation et occupent une position hégémonique dans les dynamiques locale, régionale et urbaine.

En synthèse, dans les territoires latino-américains marqués par des agricultures entrepreneuriales à l'emprise croissante, ce sont elles et la cohorte d'acteurs qui les accompagnent qui orientent les changements socio-spatiaux locaux et régionaux. Autour des entreprises de production agricole gravitent en effet des acteurs et des flux qui s'inscrivent dans des partenariats élargis et des périmètres plus étendus, avec pour point nodal les villes petites et moyennes de ces espaces ruraux et l'aire régionale de diffusion de l'*agrobusiness*.

Les entreprises agricoles et leurs villes

Consommateurs de services allant de l'agrofourmiture à la valorisation en aval de leur production, de l'appui administratif et politique à l'accompagnement juridique de leurs activités, les acteurs de l'agriculture entrepreneuriale pèsent, par leurs besoins et leurs capacités de dépense et d'investissement, sur le devenir et l'organisation des villes qui polarisent leur espace d'évolution.

Une activité agricole par et depuis les villes de proximité

Deux situations socio-spatiales doivent être différenciées afin de cerner plus précisément comment, en Amérique du Sud, les agricultures entrepreneuriales imprègnent les espaces locaux et régionaux et sont au centre de dynamiques urbaines marquantes. L'ancienneté des villes et des régions agricoles est en effet une variable décisive pour comprendre leur morphologie et leurs fonctionnalités (Elias, 2012 ; Alves, 2015).

Dans les régions agricoles consolidées comme la Pampa (Argentine), l'État du Mato Grosso do Sul ou le Rio Grande do Sul (Brésil), l'Ouest uruguayen ou l'Est paraguayen, l'intensification productive accentue l'organisation économique de l'espace selon les logiques de l'*agrobusiness*. Étant donné les cultures menées sur des parcelles toujours plus grandes, se répétant de manière presque obsédante (soja dans tous les cas, maïs, canne, coton, riz), une

homogénéisation des paysages s'opère progressivement. Souvent peu entretenus, les routes et chemins ruraux sont empruntés par des machines agricoles puissantes et des camions très nombreux. En outre, le cas échéant, la transition vers les productions végétales est en général portée par des acteurs extra-locaux, de sorte qu'on assiste à une diversification sociale et à des déplacements plus fréquents entre le rural et l'urbain.

Dans ce contexte, les acteurs des agricultures d'entreprise pèsent sur la morphologie, les fonctions et le rythme de vie quotidienne des villes existantes. Par exemple, en Argentine, les agronomes, les agro-fournisseurs, les entrepreneurs de travaux agricoles ne séjournent que de courtes périodes dans les bourgs pampéens ou chaquéens, au gré de l'agenda des visites des lieux de production. Les hôtels, les stations-service et les restaurants sont des lieux de conclusion de contrats et d'affaires. De même, des villes moyennes comme Pergamino, Junín ou Río Cuarto, agrovilles historiques de la Pampa, ont une forte identité agro-rurale qui évolue au gré de la situation agricole environnante, de leurs équipements et de l'offre d'emploi relayant les nécessités des producteurs (pour Río Cuarto, voir l'étude de Hernández et Carbonari, 2012). Dans l'est du Paraguay, région traditionnellement agricole mais bouleversée par le boom actuel du soja, les villes de Santaní, de Curuguaty ou de Santa Rosa de Aguaray (créée après subdivision d'un district) sont en pleine mutation : sans planification urbaine, à côté de commerces de facture modeste (construits en bois souvent) surgit une modernité inédite avec des magasins aux vitrines de verre (symbole d'urbanité), qui offrent des services nouveaux (photo 1 en annexe de ce chapitre)⁴. Dans l'ouest de l'Uruguay, les villes de Dolores (photo 2) et de Mercedes sont spatialement marquées à leur entrée par les nombreux silos de stockage, concessions de matériel agricole et bureaux d'entreprises de travaux agricoles⁵. Au Brésil, le profil de la ville cossue de Maracaju (37 000 habitants), située au cœur d'une région traditionnelle d'élevage extensif, s'est modifié après l'adoption du soja dans l'État du Mato Grosso do Sul, arborant elle aussi un urbanisme empreint de modernité le long des rues investies par les entreprises et les organisations professionnelles agricoles liées à cette culture. Le paysage de Dourados, ville moyenne voisine, a aussi évolué au gré

4. Observations de terrain, octobre 2013.

5. Travaux de terrain, mai 2016.

des spéculations successivement adoptées : après un passé d'élevage bovin, elle a vu apparaître des acteurs et infrastructures associés au soja, puis aux filières avicole et porcine. La canne à sucre, arrivée massivement au cours des années 2000, est la dernière production en date, modifiant paysages, structure de l'emploi et rapports sociaux locaux.

Néanmoins, ce dynamisme urbain peut être alimenté par des situations de déprise agricole et d'exode rural. En Argentine, des producteurs fragiles abandonnent et partent en ville, de même que des propriétaires qui ont donné en location leurs terres et des travailleurs en mal d'emploi (remplacement de fermes laitières ou de polyculture-élevage par des exploitations céréalières mécanisées, par exemple) (Cloquell *et al.*, 2007). Au Paraguay, des producteurs familiaux ont vendu leur petite exploitation et ont gagné les espaces urbains, à la recherche d'autres conditions de vie. Le déploiement de l'agriculture moderne et la vitalité de certains bourgs ne doivent donc pas masquer le repli en ville de familles, qui contribue à la désertification rurale, et la difficile reconversion de petites villes désarmées face à la diminution de l'emploi agricole classique et sans installation agro-industrielle attractive.

Dans les espaces des fronts agricoles modernes, des populations traditionnelles⁶ ou paysannes ont aussi été expulsées des terres conquises par le secteur, mais la donne y est différente : la prédominance, d'entrée de jeu, de pratiques agricoles entrepreneuriales façonne des processus immédiats de concentration urbaine qui engendrent des villes construites et planifiées pour répondre aux besoins du secteur. Cette orientation quasi exclusive conduit Frederico à parler de « villes fonctionnelles de l'*agrobusiness* » (2010, p. 59-99). Au Brésil, les villes de Lucas do Rio Verde, Sorriso et Sinop qui jalonnent la route BR-163 dans l'État du Mato Grosso, ou encore celle de Luis Eduardo Magalhães dans l'État de Bahia, sont emblématiques de cette réalité urbaine de front agricole⁷ (Bühler et Oliveira, 2013). Leur économie est polarisée et, à mesure que la société locale se structure et se stabilise, l'offre urbaine en services et commerces s'élargit. Les quartiers urbains construits par et pour l'élite (administratifs, résidentiels, d'affaires) sont planifiés suivant une géométrie et une esthétique caractéristiques,

6. Selon le terme consacré au Brésil, qui désigne les populations ayant des modes de vie fondés sur l'exploitation extensive du milieu et marquées par des cultures particulières.

7. Observations de terrain, 2007 et 2014.

bénéficiant de tous les aménagements nécessaires. Contrairement aux villes plus anciennes, ces quartiers n'offrent pas d'interstices aux classes populaires, reléguées ailleurs. Enfin, les infrastructures agro-industrielles, silos, stations-service et agrofournisseurs bordent les principales voies d'accès. Luis Eduardo Magalhães (200 000 habitants) est emblématique de ces urbanismes inégaux et dynamiques. La BR-242, route qui a forgé son succès et la traverse de part en part, est l'axe structurant de la ville : d'un côté les quartiers de l'élite, de l'autre les quartiers populaires (aux toponymes révélateurs, le plus vétuste portant le nom d'Irak), tandis que les principaux acteurs de l'agrofourniture se situent le long de la route. Témoin du dynamisme démographique, une usine de fabrication d'engrais construite en marge du premier noyau urbain se trouve aujourd'hui presque au centre géographique de la ville, encerclée par des immeubles professionnels ou résidentiels.

Nœuds des réseaux agricoles et des flux économiques, les villes petites et moyennes sont finalement le lieu de vie de la grande majorité de la population locale et ont une morphologie d'autant plus marquée par la ségrégation sociale et les activités dédiées à l'agriculture moderne qu'elles sont de création récente. Figures de proue de l'économie et de la société régionales, elles ne sauraient exister sans l'intense activité réalisée dans leur base arrière rurale, agricole et dépeuplée, ce qui nourrit des dynamiques urbain-rural singulières. Même si nous ne le développons pas ici, nous signalons qu'elles sont aussi des pièces maîtresses de la régionalisation économique, structurant des régions de production agricole (Elias, 2011) ou des régions compétitives agricoles (Castillo, 2015), indispensables aux économies nationales. En revanche, nous souhaitons préciser leur propension à intégrer directement des réseaux globalisés, en passant outre le niveau national de régulation des États, tout en jouant un rôle social stratégique pour les acteurs locaux.

Des villes entre économie globale et pouvoirs locaux

Dans le contexte de la globalisation, les villes de l'*agrobusiness* sont connectées aux réseaux globaux des macrostructures du système agroalimentaire mondial par le truchement des entreprises nationales et multinationales. Elles sont un lieu indispensable pour l'expansion des échanges ainsi que pour la circulation et la reproduction du capital des acteurs du secteur. Nœuds locaux de ces réseaux globaux, elles viabilisent l'insertion du secteur dans les

circuits commerciaux internationaux et sont des points de passage (transactions commerciales locales, agences bancaires, etc.) pour les flux incessants entre l'économie productive et l'économie financiarisée. Ces villes tirent ainsi profit de la logique dominante sur les marchés globaux (création d'emplois directs et indirects locaux, valeur ajoutée, revenus fiscaux, etc.) et souffrent peu de la régulation de l'État. Les principaux acteurs du secteur, qu'ils soient extra-locaux ou qu'ils aient une envergure multinationale, obéissent à des stratégies qui ont peu à voir avec les contextes administratifs et politiques nationaux ou locaux auxquels ils s'adaptent et avec lesquels ils s'arrangent, tirant au passage profit d'éventuels soutiens publics.

Mais à y bien regarder, la relation de l'*agrobusiness* à l'État est ambivalente : prônant les principes d'une économie néolibérale, le premier trouve historiquement dans le second les ressources qui ont rendu son essor possible et qui continuent de le soutenir. Outre l'élaboration de politiques publiques, l'État, au sens de l'appareil politico-administratif à ses différentes échelles, s'est aussi constitué comme une arène de premier ordre dans la conquête du pouvoir par l'*agrobusiness*. Si les acteurs extra-locaux et multinationaux du secteur investissent peu, politiquement, dans les territoires qu'ils considèrent avant tout comme les supports des ressources qui intègrent le processus productif, ils contribuent en revanche à la consolidation d'une élite locale qui s'appuie sur sa force économique pour institutionnaliser son pouvoir. Dans cette perspective, les villes jouent, une nouvelle fois, un rôle primordial dans la mesure où les espaces de l'*agrobusiness* deviennent l'objet de velléités politico-administratives. Dans les régions moins densément peuplées, caractérisées par une maille plus lâche, les personnalités locales œuvrent à des subdivisions administratives qui leur offrent des cadres où exercer leur hégémonie économique et politique.

Au Brésil, par exemple, cela se manifeste par la création de communes sur la plupart des frontières agricoles et leur arrière-front. Sorriso, l'un des fers de lance de la production de soja dans le Mato Grosso, a acquis progressivement son autonomie : cette agroville devient district en 1980, après un redécoupage du municipal de Nobres. En 1997, elle accède au statut de commune, constituée d'un seul district. En 2014, la commune de Sorriso compte déjà quatre districts, dont il y a fort à parier que la plupart s'en détacheront à court terme. De la même façon, la commune la plus représentative de l'*agrobusiness* dans l'État de Bahia, Luis Eduardo

Magalhães, après avoir eu brièvement le statut de district depuis 1997 sous le nom de Mimoso do Oeste, acquiert son indépendance administrative en 2000. Elle change alors de nom, pour prendre celui du fils décédé du gouverneur de l'État, sorte de contrepartie en échange de son autonomie. De tels exemples de pressions pour la création de nouveaux territoires politico-administratifs se répètent à l'envi (photo 3) au Brésil et il va sans dire que les maires et les *vereadores* (représentants de l'assemblée élue des communes) sont presque intégralement liés au secteur agricole.

En définitive, il existe deux fronts bien délimités où agissent des acteurs distincts. L'un, le local, agit au plan global en établissant des liens économiques directement avec les grands centres financiers et les acteurs globalisés de l'aval. Dans ce cas, la logique à l'œuvre ne promeut pas l'établissement de liens directs avec la vie communale. Ces acteurs utilisent et se disputent le territoire en fonction de leurs intérêts, délimités par les acteurs de l'aval. L'autre, le global, s'ancre dans la dynamique locale en renforçant le pouvoir des acteurs locaux de l'*agrobusiness* lorsqu'ils briguent des mandats politiques, leur permettant en outre de s'insérer dans l'arène politique nationale. Dans ces régions, la dynamique politico-administrative est portée par l'élite de l'*agrobusiness* et se centre sur la ville chef-lieu, unique détenteur formel du pouvoir d'administration du territoire communal (qui comprend la ville ainsi que des *vilas* et districts ruraux⁸). À la faveur de ses liens avec de puissants acteurs économiques globaux, l'élite locale renforce ses positions hégémoniques, facilitant la territorialisation de son pouvoir ainsi que son propre accès aux ressources locales. L'*agrobusiness* provoque ainsi une rapide urbanisation⁹ qui, à son tour, renforce le secteur et porte sur le devant de la scène ses acteurs politiques et économiques. Dans les deux cas, la ville constitue le centre du pouvoir, ce qui malmène des espaces ruraux réduits à leur fonction productive et interroge le sens à leur donner.

8. Au Brésil, ce sont des noyaux de peuplement pouvant renvoyer à des villages. Les districts sont des subdivisions administratives de la commune, correspondant à des territoires formés autour d'agglomérations importantes en termes de population, mais éloignées du chef-lieu. Ils ne possèdent généralement pas de pouvoirs politiques propres. Les *vilas* n'ont pas de statut administratif, à l'image des lieux-dits.

9. Ces logiques rappellent que, dans une grande partie des pays latino-américains, le pouvoir politique était directement associé à la possession de grandes extensions foncières par l'oligarchie agraire. Les grandes propriétés employaient et logeaient les travailleurs et leurs familles, créant ainsi des sortes de noyaux urbains.

Le rural face aux agricultures de type entrepreneurial

Les configurations socio-spatiales urbanisées modelées par les formes d'organisation et les besoins des agricultures entrepreneuriales invitent à s'interroger sur la nature des espaces ruraux (photo 4), touchés dans leur signification et les représentations qu'ils induisent, et sur la trajectoire des régions happées par l'*agro-business*. En effet, bousculant des interprétations développées sur les mondes ruraux latino-américains en termes de nouvelles ruralités, de relations rural-urbain (entre autres, Neiman et Craviotti, 2005 ; Sposito *et al.*, 2006), de développement territorial (RIMISP, 2012) ou de différenciation des produits agricoles, ces régions donnent une nouvelle dimension aux grandes préoccupations de fond sur le développement des territoires ruraux : conflits liés à la coexistence des différents types de production agricole et au maintien des agricultures familiales (IICA, 2015), lutte contre la pauvreté et les inégalités, reconnaissance des droits des populations indigènes et autochtones, déficits en termes d'accès à l'éducation, aux services de santé et de communication (couvertures mobile et numérique), déficience des moyens de transport, domination et pouvoir de certains acteurs sociaux et politiques, etc. Ces questions vives reposent sur le postulat de caractéristiques spatiales et sociales encore distinctes entre ville et campagne. Par exemple, l'analyse des espaces ruraux en Argentine (Sili *et al.*, 2015) ou au Brésil (Wanderley, 2001 ; Veiga, 2002) montre que, malgré d'indéniables rattrapages, ces déficiences demeurent, tout comme le poids et le rôle de la distance dans l'organisation de la vie quotidienne dans les espaces de faible densité.

Or, face aux agricultures de type entrepreneurial, le rural échappe presque à ses contingences négatives et fait appel à des représentations portant haut la technicité et l'efficacité, sur fond de relations agricole-urbain fonctionnalistes et de rapports de pouvoir tendus mêlant ostensiblement l'économique et le politique. Dans cette perspective d'une re-matérialisation, re-socialisation et re-politisation de notre compréhension de l'espace rural (Cloke, 2006), Halfacree (2006) propose de concevoir l'espace rural selon un schéma qui écarterait le dualisme entre l'étude de la localité et celle des représentations sociales. Sa lecture propose de réunir trois dimensions habituellement séparées pour se saisir des différentes formes de pratiques sociales et spatiales en milieu rural :

1) la combinaison entre les représentations formelles du rural et celles exprimées par les intérêts capitalistes, bureaucrates ou politiques ; 2) l'articulation entre l'interprétation cognitive et négociée du rural inhérente à la vie quotidienne et les représentations non formelles à l'échelle individuelle ou à celle de petits groupes sociaux ; 3) les localités rurales, issues de pratiques spatiales spécifiques pouvant être liées à la production ou à la consommation dans un espace donné. Elles font intervenir un ensemble de règles, de normes et de routines qui organisent la vie quotidienne.

Dans le cas des régions et des villes de l'*agrobusiness*, la première dimension renvoie à leurs qualités productives. Que ce soit les agents immobiliers, les producteurs et leurs organisations ou les autorités locales, les discours et représentations formelles magnifient un espace presque infini, support de l'opulence, de la productivité, de la technique et de la mécanisation. Depuis les photographies mettant en scène des engins agricoles jusqu'au marketing territorial (photo 5), tout concourt à rendre ces espaces attractifs pour ce qu'ils offrent aux acteurs des mondes agricoles et agro-industriels. L'*agrobusiness* devient le principal étendard local, support de la communication diffusée vers l'extérieur auprès des investisseurs, des marchés et des régions concurrentes, référence à travers laquelle s'évaluent les biens immobiliers locaux et les ressources naturelles, vierges ou en exploitation. Le potentiel encore existant de terres à ouvrir, à moderniser ou à intensifier s'inscrit dans ces cadres d'interprétation et constitue un argument de poids dans la communication territoriale. Des villes elles-mêmes, peu est dit, si ce n'est pour mentionner leurs équipements dédiés au secteur, les grands acteurs déjà présents et leur modernité.

Concernant la deuxième dimension, si ces représentations dominantes correspondent à ce que les responsables d'entreprises agricoles véhiculent eux-mêmes, les autorités, les organisations interprofessionnelles, les associations de producteurs qui mettent en avant la pertinence des dernières innovations telles que la Fundação Mato Grosso au Brésil ou l'AAPRESID – Association argentine du semis direct (Goulet et Grosso, 2014 ; Gras et Hernández, 2016), la recherche agronomique publique (INTA en Argentine, Embrapa au Brésil, INIA en Uruguay, etc.), les acteurs du financement agricole s'en font aussi l'écho non seulement auprès de leurs confrères et de leurs adhérents mais également auprès des représentants et acteurs d'autres filières agricoles.

Magnifiant certaines caractéristiques territoriales et technico-économiques, ils passent sous silence ou minimisent des externalités engendrées par le modèle social et politique des agricultures d'entreprise, qui touchent les populations locales et l'environnement, et différencient fortement le quotidien des uns et des autres : conflits liés au foncier, tensions au sujet des conditions de travail, inégalités et perte d'emplois, rejet et racisme larvé à l'encontre des populations autochtones, dégradations environnementales (Fernandes, 2008 ; Schmidt, 2014 ; Gautreau *et al.*, 2016 ; Reboratti, 2017).

Enfin, s'agissant des pratiques spatiales, la prégnance de l'urbain dans toutes les dimensions de la vie locale est évidente. Point nodal des flux, espace de résidence, lieu de consommation, la ville de l'*agrobusiness* arbore des attributs relevant de la métropolisation. En règle générale, la grande ville régionale propose un appareil commercial composé de magasins de marque et de lieux de détente prisés par les classes sociales détentrices d'un certain pouvoir d'achat. La petite ville peut s'y essayer, à une autre échelle, du fait de la présence de populations liées au boom agricole. Au Brésil, la ségrégation socio-spatiale poussée (quartiers populaires séparés des autres) se traduit par des polycentralités et un urbanisme allant de pair avec une « esthétique de l'habiter et de se comporter » (Alves, 2015, p. 236). Ainsi, la ville est espace de vie quotidienne, de sociabilités, de commodités, confinant le rural à un espace de travail et de production, exempt de relations stables et durables.

Ces espaces agricole-urbains du super-productivisme (Halfacree, 2006) mêlent en somme monde agricole et monde urbain. Ils sont insérés dans des circuits économiques globalisés et sont riches des signes de liens à la modernité et à l'international (connectivité, circulation de l'information, technologies, etc.). Leurs acteurs, urbains, se rêvent en métropolitains mais vivent dans des villes éminemment marquées par les activités agricoles environnantes qui se rappellent sans cesse à eux : le paysage urbain est encombré de silos, d'ateliers et de stations-service, de fournisseurs d'intrants ; des unités de transformations agro-industrielle, parfois, s'ajoutent ; les panneaux publicitaires financés par des acteurs du secteur ou des entreprises de lotissement urbain jalonnent voiries et carrefours, tout comme les véhicules qui signalent telle ou telle entreprise ou tel agrofournisseur ; les files de camions ou d'engins agricoles s'allongent au plus fort de la saison. Le manque de

planification urbaine et le défaut d'entretien de la voirie accentuent l'impression d'espaces urbains phagocytés par l'activité agricole industrielle qui, s'ils ne perdent pas certaines caractéristiques locales spécifiques (une identité socioculturelle localisée s'imposant malgré tout), présentent des propriétés qui révèlent tout de suite les attributs de l'*agrobusiness*.

*

Si la globalisation resserre les liens entre certains espaces, modifie leur profil en renforçant la régionalisation de la production à l'échelle planétaire (Florida, 2011) ainsi que la concentration dans les villes des capitaux et des activités à haute valeur ajoutée (Veltz, 1996 ; Ghorra-Gobin et Reghezza-Zitt, 2016), toutes proportions gardées, ces processus trouvent écho dans les agricultures entrepreneuriales qui non seulement restructurent les espaces ruraux, mais alimentent également le développement urbain. En effet, les villes acquièrent une position singulière et se consolident comme des pièces maîtresses des chaînes productives agricoles, en tant que nœuds spatiaux des transactions entre les acteurs des filières. Les plus globalisés de ces acteurs, comme les fabricants d'intrants ou les *traders* (agro-exportateurs), ont leur maison mère dans les métropoles mondialisées, tout en organisant leur présence dans les villes à proximité des lieux de production. À l'échelle locale, le rôle des villes petites et moyennes se trouve donc renforcé, à tel point que la place et le statut même des espaces ruraux sont mis en question.

Ainsi, en Amérique du Sud, les espaces et les villes de l'*agrobusiness* connaissent une vitalité productive et une diversification sociale marquées, ainsi que des mobilités et des flux croissants d'acteurs et de marchandises. La création de richesses est flagrante de même que l'attraction pour les travailleurs qualifiés, agronomes et cadres d'entreprise et, à l'autre bout de l'échelle, pour de la main-d'œuvre bon marché. L'offre locale en services se spécialise côté secteur agricole et la demande se diversifie côté populations. Les services se concentrent dans les villes petites et moyennes qui sont, dans l'espace local, des relais pour les acteurs globaux et nationaux, et les centres de commandement de l'activité productive régionale. C'est là que se nouent les relations professionnelles, que s'établit l'expertise et que s'effectuent les principales transactions. Les entreprises agricoles y ont pignon sur rue via un bureau

ou un siège social, elles y accueillent les cadres de retour des exploitations, les partenaires sociétaires et les autres acteurs de la chaîne de valeur. Étant donné ces facteurs organisationnels, la figure de l'agriculteur basé sur ses terres, décideur et acteur de premier plan, pilier d'une exploitation à la fois unité de vie et de travail, s'estompe. Elle se complexifie pour les habitants du rural, du fait de la mobilité des acteurs entrepreneuriaux et de leur territorialité multiple, de la diversité des intervenants et de la dissociation entre les tâches assurées par chacun.

De façon analogue, la spécialisation et l'intensification productive dans les régions traditionnellement agricoles, de même que la progression de l'activité dans les nouvelles régions de l'*agrobusiness* matérialisée par les fronts d'avancée des grandes cultures et de l'élevage interrogent la notion d'espace rural. Si l'économie locale s'articule autour de l'activité agricole qui fait fi, très souvent, des aspects environnementaux, le caractère urbain des modes de vie détonne, les comportements sociaux et les pratiques spatiales gravitant depuis et autour de la ville.

Sommes-nous alors face à des espaces ruraux ou bien sont-ce des espaces agrico-urbains ? Historiquement, les racines rurales sont manifestes dans la formation des sociétés latino-américaines, avec une forte interdépendance entre les sociabilités urbaines et rurales locales, mais la donne change dans les espaces et les sociétés des agricultures entrepreneuriales. La base et la raison d'être des sociétés locales restent largement liées à l'exploitation de la terre, mais sur un mode intensif et spécialisé, où la ruralité est, dans les représentations dominantes au moins, marginale et la culture rurale, quasi inexpressive. Replacées dans le contexte des différentes modalités de restructuration des espaces ruraux, ces tendances confirment que le rural ne peut plus être compris seulement à l'échelle locale et que, sans disparaître, il arbore des traits que les chercheurs ne sont pas habitués à considérer comme ruraux. Nous rejoignons Wanderley et Favareto (2013), pour qui la ruralité contemporaine ne suppose pas une impensable restauration de la civilisation agraire mais la réaffirmation de la place du rural dans la société urbaine et industrielle. En ce sens, dans quelle mesure les espaces de l'*agrobusiness* engendrent un patrimoine historique et culturel qui leur soit propre, et un certain mode de vie ? Quelle sera l'issue du conflit de représentations entre un rural entendu comme espace d'investissement et un rural considéré comme lieu de vie (Wanderley et Favareto, 2013, p. 440) ?

Comme ailleurs dans le monde, la ruralité et les espaces ruraux de l'Amérique du Sud sont en mutation, du fait d'une plus grande sensibilité écologique des populations, des fonctions touristiques et récréatives qui leur sont confiées, du désir d'une alimentation de proximité (Giarracca *et al.*, 2001 ; Kay, 2007 ; Llambí, 2012 ; Rivera *et al.*, 2017). Mais certaines régions s'éloignent de ces perspectives en revêtant une fonction productive hégémonique qui, si elle ne reproduit pas la structure politico-économique dominante du passé, construit une logique tout aussi rémanente de concentration des ressources, des pouvoirs et des richesses. Dans les espaces consolidés, en particulier, passerions-nous d'une « culture agricole à celle de l'*agrobusiness* » où « le pouvoir ne se trouve plus dans la propriété et dans la quantité de terres agricoles mais dans les consortiums qui se sont constitués autour du semis direct »¹⁰ (Girbal-Blacha, 2013, p. 110) ? Ces deux dimensions, l'agricolo-urbain et la fonction productive des espaces des agricultures entrepreneuriales, méritent manifestement des études approfondies, tout comme celles des facteurs d'évolution des entreprises elles-mêmes et des rapports de pouvoir entre elles. L'enjeu est essentiel tant l'activité agricole de type entrepreneurial, ses acteurs et ses différentes formes marquent le devenir social, économique et environnemental des espaces ruraux concernés et de leurs villes, sur fond d'urbanisation des sociétés et de globalisation des économies.

Bibliographie

- ABRAMOVAY R. (1992), *Paradigmas do capitalismo agrário em questão*. São Paulo-Campinas, Anpocs/Hucitec/Ed. Unicamp.
- ALVES V. E. L. (2015), « Modernização agropecuária e urbanização na região de cerrados do Centro-Norte do Brasil », dans V. E. L. Alves (org.), *Modernização e regionalização nos cerrados do centro-norte do Brasil*, Rio de Janeiro, Consequência, p. 227-268.
- ARDINAT G. (2013), *Géographie de la compétitivité*, Paris, Puf.
- BERNADES J. A. et ARACRI L. A. dos S. (2010), *Espaços e circuitos produtivos. A cadeia carne/grãos no cerrado mato-grossense*, Rio de Janeiro, Ed. Arquimedes.
- BERNADES J. A. et FREIRE FILHO O. L. (Orgs) (2006), *Geografias da soja : BR-163. Fronteiras em mutação*, Rio de Janeiro, Ed. Arquimedes.
- BEZERRA M. O. (2012), « Pertencimento local, políticas de município e gestão de populações em duas áreas de agronegócio », *Revista de Antropologia*, 55, 2, p. 609-655, disponible sur <http://www.revistas.usp.br/ra/article/view/59297>

10. Traduit par nos soins.

- BISANG R. (2017 – 1^{re} éd. de l'article en 2008), « La transformación del campo argentino. De tranqueras adentro a un campo sin tranqueras », *Ciencia hoy – Volumen temático 2*, p. 31-37.
- BISANG R., ANLLÓ G. et CAMPI M. (2010), « Organización del agro. La transición de un modelo de integración vertical a las redes de producción agrícola », dans L. G. Reza, D. Lema et C. Food (org.), *El crecimiento de la agricultura argentina – Medio siglo de logros y desafíos*, Buenos Aires, Ed. Fauba, p. 232-254.
- BISANG R., CAMPI M. et ANLLO G. (2015), « L'agriculture argentine : révolution technologique, transformation agro-industrielle et impacts territoriaux », *Géographie, économie, société*, 17, p. 409-432.
- BORRAS S. M. Jr., KAY C., GOMEZ S. et WILKINSON J. (2012), « Land Grabbing and Global Capitalist Accumulation : Key Features in Latin America », *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, 4, p. 402-416.
- BUAINAIN A. M., ALVES E., SILVEIRA J. M. et NAVARRO Z. (eds) (2014), *O mundo rural na Brasil do século 21. A formação de um novo padrão agrário e agrícola*, Brasília, Embrapa.
- BÜHLER E. A. et OLIVEIRA V. L. (2013), « La localisation des entreprises agricoles dans l'ouest de l'État de Bahia au Brésil », *Études rurales*, 191, p. 91-113
- BÜHLER E. A., GUIBERT M. et OLIVEIRA V. L. (org.) (2016), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização. Abordagens a partir da América do Sul*, Porto Alegre, Ed. UFRGS.
- CASTILLO R. A. (2015), « Dinâmicas recentes do setor sucroenergético no Brasil : competitividade regional e expansão para o bioma Cerrado », *GEOgraphia*, 17, p. 95-119.
- CEAG/UNIVERSIDAD AUSTRAL (2012), *ENPA – Encuesta sobre las necesidades del productor agropecuario argentino*, disponible sur <http://www.austral.edu.ar/cienciasempresariales/wp-content/uploads/2017/07/Informe-ENPA-2012.pdf>
- CLASADONTE L., VRIES E. de, TRIENEKENS J., ARBELETCHÉ P. et TOURRAND J.-F. (2013), « Network Companies : A New Phenomenon in South American Farming », *British Food Journal*, 6, p. 850-865.
- CLOKE P. (2006), « Conceptualizing rurality », dans P. Cloke, T. Marsden, P. Mooney (eds), *The Handbook of Rural Studies*, Londres, Sage, p. 18-28.
- CLOQUELL S., ALBANESI R., PROPERSI P., PEDA G. et DE INCOLA M. (2007), *Familias rurales. El fin de una historia en el inicio de una nueva agricultura*, Buenos Aires, HomoSapiens.
- COLQUE G. (2014), *Expansión de la frontera agrícola. Luchas por el control y apropiación de la tierra en el oriente boliviano*, La Paz, Ed. Tierra.
- DOLLFUS O. (1997), *La Mondialisation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- ELIAS D. (2011), « Agronegócio e novas regionalizações no Brasil », *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais (ANPUR)*, 13 (2), p. 153-167.
- ELIAS D. (2012), « Les territoires de l'agrobusiness au Brésil », *Confins*, 15, p. 1-20.
- ERREA E., PEYROU E., SECCO J. et SOUTO G. (2011), *Transformaciones en el agro uruguayo. Nuevas instituciones y modelos de organización empresarial*, Montevideo, Universidad Católica.

- FERNANDES MANÇANO B. (org.) (2008), *Campesinato e agronegócio na América latina : a questão agrária atual*. São Paulo, Expressão popular.
- FERREIRA M. et VÁZQUEZ F. (2015), *Agricultura y desarrollo en Paraguay*, Asunción, U.G.P.
- FLORIDA R. (2011), « Globalization », dans J. A. Agnew et J. S. Duncan, *The Wiley-Blackwell Companion to Human Geography*, West Sussex, Wiley-Blackwell, p. 283-297.
- FREDERICO S. (2010), « O interno e o externo : vetores externos criam um nova horizontalidade pautada no surgimento de cidades e regiões funcionais ao campo moderno », dans S. Frederico, *O novo tempo do Cerrado. Expansão dos fronts agrícolas e controle do sistema de armazenamento de grãos*, São Paulo, Ed. Fapesp, Annablume, p. 59-99.
- GAUTREAU P., GISCLARD M., LANGBEHN L. et MARQUIS-DUPONT G. (2016), « Regular as fronteiras agrícolas sul-americanas ? Experiências e negociações ambientais no Chaco argentino, no Uruguai e no Rio grande do Sul - Brasil », dans E. A. Bühler, M. Guibert et V. L. Oliveira (org.), *Agriculturas empresariais e espaços rurais na globalização. Abordagens a partir da América do Sul*, Porto Alegre, Ed. UFRGS, p. 171-190.
- GHORRA-GOBIN C. et REGHEZZA-ZITT M. (2016), *Entre local et global. Les territoires dans la globalisation*, Paris, Le Manuscrit.
- GIARRACCA N. (comp.) (2001), *Una nueva ruralidad en América latina*, Buenos Aires, Clacso/Asdi.
- GIRBAL-BLACHA N. M. (2013), « El poder de la tierra en Argentina. De la cultura agrícola al agronegocio », *Estudios rurales*, 4, p. 103-115.
- GOULET F. et GROSSO S. (2014), « Science à la demande. Pratiques alternatives de la recherche développement en agronomie des grandes cultures », dans B. Raymond et F. Goulet (dir.), *Sociologie des grandes cultures. Au cœur du modèle industriel agricole*, Versailles, Quæ, p. 45-60.
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V. (2013), *El agro como negocio : producción, sociedad y territorios en la globalización*, Buenos Aires, Biblos.
- GRAS C. et HERNÁNDEZ V. (2016), *Radiografía del nuevo campo argentino. Del terrateniente al empresario transnacional*, Buenos Aires, Ed. Siglo XXI.
- GUIBERT M., BÜHLER E. A. et REQUIER-DESJARDINS D. (2015), « Agricultures d'entreprise et globalisation des espaces ruraux. Éclairages à partir de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay », *Géographie, économie, société*, 4, p. 387-408.
- GUIBERT M., SILI M., ARBELETCHÉ P., PIÑEIRO D. et GROSSO S. (2011), « Les nouvelles formes d'agricultures entrepreneuriales en Argentine et en Uruguay », *Économies et sociétés*, 33, p. 1813-1831.
- HAESBAERT R. (1997), *Des-territorialização e identidade : a rede "gaúcha" no Nordeste*, Niterói-RJ, Universidade Federal Fluminense.
- HALFACREE K. (2006), « Rural Space : Constructing a Three-fold Architecture », dans P. Cloke, T. Marsden, P. Mooney (eds), *The Handbook of Rural Studies*, Londres, Sage, p. 44-62.
- HEREDIA B., PALMEIRA M. et LEITE S. P. (2010), « Sociedade e economia do "agronegócio" no Brasil », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, 25, 74, p. 159-196.
- HERNÁNDEZ J. L. et CARBONARI M. R. (2012), « Río Cuarto. Ciudad de intermediación en el capitalismo agropecuario », dans S. Gorenstein, G. Landriscini et

- J. L. Hernández (comp.), *Economía urbana y ciudades intermedias. Trayectorias pampeanas y norpatagónicas*, Buenos Aires, Ciccus, p. 149-176.
- IFPRI (2017), *El agro argentino. Un sistema productivo y organizacional eficiente*, disponible sur <http://www.ifpri.org/node/17362>
- IICA (2015), *Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe : nuevas perspectivas*, San José, disponible sur <http://www.iica.int/es/content/pol%C3%ADticas-y-%C3%BAbllicas-y-agriculturas-familiares-en-am%C3%A9rica-latina-y-el-caribe>
- KAY C. (2007), « Algunas reflexiones sobre los estudios rurales en América latina », *Iconos*, 29, p. 31-50.
- LEITE P. S. (2015), « État, politiques publiques et *agribusiness* au Brésil : une analyse de la politique de financement agricole actuelle », *Géographie, économie, société*, 4, p. 433-458.
- LLAMBI L. (2012), « Procesos de transformación de los territorios rurales latinoamericanos : los retos de la interdisciplinariedad », *Eutopia*, 3, p. 117-134, disponible sur <http://revistas.flacoandes.edu.ec/eutopia/article/viewFile/1022/944>
- MANN S. A. et DICKINSON J. M. (1987), « Obstáculos ao desenvolvimento da agricultura capitalista », *Literatura Econômica*, 1, p. 7-26.
- MARSDEN T., MURDOCH J., LOWE P., MUNTON R. et FLYNN A. (1993), *Constructing the Countryside*, Londres, UCL Press.
- NEIMAN G. et CRAVIOTTI C. (2005), *Entre el campo y la ciudad. Desafíos y estrategias de la pluriactividad en el agro*, Buenos Aires, Ciccus.
- REBORATTI C. (2017, 1^{re} éd. 2005), « Efectos sociales de los cambios en la agricultura », *Ciencia hoy - Volumen temático 2*, p. 25-30.
- REQUIER-DESJARDINS D., GUIBERT M. et BÜHLER E. A. (2014), « La diversité des formes d'agricultures d'entreprise au prisme des réalités latino-américaines », *Économie rurale*, 344, p. 45-60.
- RIMISP – CENTRO LATINOAMERICANO PARA EL DESARROLLO RURAL (2012), *Programa Dinámicas Territoriales Rurales, Documentos de Trabajo*, disponible sur <http://www.rimisp.org>
- RIVERA M. C. DEL V. et MARTÍNEZ J. M. T. (org.) (2017), *Gobernanza territorial y Sistemas Agroalimentarios Localizados en la nueva ruralidad*, Ciudad de México, Conacyt/Red Sial-México/Yod Estudio.
- ROCHA B. N. (2010), *A trama do drama : a trama das fronteiras e o drama dos migrantes nas configurações do desenvolvimento de Lucas do Rio Verde-MT*, Universidade Federal Rural do Rio de Janeiro-CPDA, Rio de Janeiro, thèse de doctorat en sciences sociales.
- SCARLATO F. C., SANTOS M. et SOUZA M. A. (1993), *O novo mapa do mundo. Globalização e espaço latino-americano*, São Paulo, HUCITEC-ANPUR.
- SCHMIDT M. (2014), « Territorio(s), desarrollo (in)sustentable y naturaliza colonizada. Una propuesta de abordaje conceptual », *Revista Pampa*, 10, p. 101-129.
- SILI M. (dir. scient.), GUIBERT M. et BUSTOS CARA R. (coord.) (2015), *Atlas de la Argentina rural*, Buenos Aires, Capital intelectual.
- SPOSITO M. E. B. et WHITACKER A. M. (org.) (2006), *Cidade e campo – relações e contradições entre urbano e rural*, São Paulo, Expressão popular.
- SWYNGEDOUW E. (2004), « Globalisation or “Glocalisation” ? Networks, Territories and Rescaling », *Cambridge Review of International Affairs*, 1, p. 25-48.

- VEIGA J. E. (2002), *Cidades imaginárias : o Brasil é menos urbano do que se calcula*, São Paulo, Autores Associados.
- VELTZ P. (1996), *Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel*, Paris, Puf.
- VENNET B. V., SCHNEIDER S. et DESSEIN J. (2015), « Different Farming Styles behind the Homogenous Soy Production in Southern Brazil », *The Journal of Peasant Studies*, v. 2, p. 396-418.
- WANDERLEY M. N. B. (2001), « A ruralidade no Brasil moderno. Por un pacto social pelo desenvolvimento rural », dans N. Giarraca, *¿Una nueva ruralidad en América Latina ?*, Buenos Aires, CLASCO/ASDI.
- WANDERLEY M. N. B. et FAVARETO A. (2013), « A singularidade do rural brasileiro : implicações para as tipologias territoriais e a elaboração de políticas públicas », dans C. Miranda et H. Silva (org.), *Concepções da ruralidade contemporânea : as singularidades brasileiras*, Brasília, DF : IICA, p. 413-466.

Annexe

Photo 1 – Paraguay : magasin flambant neuf dans un quartier en pleine évolution de la ville de Curuguati, la voie publique reflétant le manque d'infrastructures urbaines (photo Guibert, 2013)



Photo 2 – Uruguay : panneau de bienvenue à Dolores (capitale du département de Soriano, le « grenier du pays ») accroché au tapis roulant reliant des batteries de silos situées de part et d'autre de la route d'accès à la ville (photo Guibert et Arbeletche, 2016)



Photo 3 – Brésil : panneau sponsorisé à l'occasion des quinze ans de la formation du district agricole de Piauí (photo Ève Anne Bühler)



Photo 4 – Brésil : plateau agricole à la frontière de Bahia et du Piauí
(photo Ève Anne Bühler)

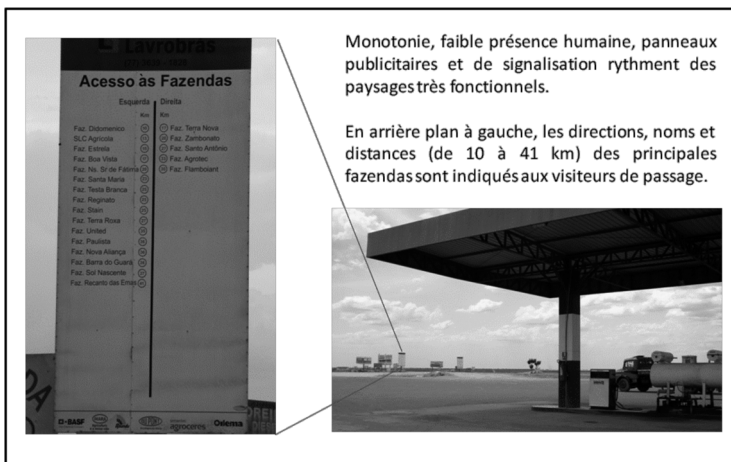


Photo 5 – Brésil : marketing territorial de la ville de Formosa do Rio Preto, à Bahia (photo Valter Lúcio de Oliveira)

